

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Risques Accidentels

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 25 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

NUTREA NUTRITION ANIMALE

lieu -dit " Le Moulin des Landes"
LANDEMONT
49270 ORÉE D'ANJOU

Références : 2023-233_INSP_NUTREA Nutrition Animale- Orée d'Anjou_RAP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 juin 2023 dans l'établissement NUTREA Nutrition Animale implanté au lieu -dit " Le Moulin des Landes" à LANDEMONT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé, le 15 juin 2023, à une visite d'inspection de l'usine de fabrication d'aliments pour animaux de ferme soumise à autorisation exploitée par la société NUTREA Nutrition Animale. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale silo 2023 portant sur les incendies dans des silos utilisés pour le stockage de céréales, de bois ou de matériaux combustibles.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées s'est attachée à faire le point sur l'incendie survenu le 20 mai 2023 (départ de feu dans une benne de stockage de déchets) et à vérifier, notamment, l'application des prescriptions relatives aux règles générales de sécurité lors de la réalisation de travaux, et aux moyens de lutte contre l'incendie et de confinement des eaux d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTREA Nutrition Animale
- Lieu dit " Le Moulin des Landes" LANDEMONT 49270 OREE d'ANJOU
- Code AIOT dans GUN : 0006301951
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

L'activité du site de Landemont consiste à doser, broyer, mélanger, granuler et conditionner des matières premières généralement des céréales, selon différentes formulations en fonction de leur devenir : lapins, bovins, volailles et porcs,.... L'implantation sur le site est très ancienne et a été autorisée pour la dernière fois par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 septembre 1995, mis à jour par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 décembre 2013. .
Cet établissement n'est pas classé SEVESO.

Il est classé à autorisation sous la rubrique n°3642-2-a de la nomenclature ICPE (traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales) avec une capacité du site s'élevant à 700 t/j. De ce fait, l'activité du site relève de la directive IED (seuil à 300 t/j).

•

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale silo 2023
- Incendie survenu le 20 mai 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Installations électriques-AN silo 2023	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article point 4.4 annexe I	oui	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Fonctionnement des installations de transfert des grains – AN silo 2023	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article point 4.16, annexe I	oui	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Interdiction de feu - Permis de feu – AN silo 2023	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article point 4.6 annexe I	/	Sans objet
4	Rapport d'accident ou d'incident et mesures correctives	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 3.3.6	/	Sans objet
5	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article point 4.15, annexe I	/	Sans objet
6	Consignes	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, articles 3.3.3.1 et 3.3.3.2 (point 3.7, annexe I, AM 28/12/2007)	/	Sans objet
7	Détection automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, articles 10.2.3 et 9.6.3	oui	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 9.6.2	oui	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, articles 3.3.4, 3.3.3.2 et 9.6.4	oui	Sans objet
10	Dispositifs de traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 5.7.2	/	Sans objet
11	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 15 juin 2023 a conduit au constat de la persistance de non-conformités par rapport aux prescriptions réglementaires applicables en particulier les prescriptions relatives aux installations électriques et zones ATEX, aux installations de transferts de grains. Il est proposé au préfet de prendre à l'encontre de l'exploitant un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N°1 :Prévention des risques d'incendie et d'explosion- AN silo 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, point 4.4 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Risques incendie et explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques et, a minima, les moteurs présents dans les installations :</p> <ul style="list-style-type: none">_appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;_ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C. <p>Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes à la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.</p> <p>Ce rapport comporte :</p> <ul style="list-style-type: none">_une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ;_les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100. <p>L'ensemble des non-conformités doit être levé au plus tard sous un an selon les degrés de priorités.</p>
<p>Précédents constats</p> <p><u>Lors de la visite d'inspection du 9 août 2021</u>, il a été constaté que l'exploitant procédait bien à la vérification annuelle et au suivi des installations électriques. L'exploitant avait présenté le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infra-rouge réalisé par Bureau Veritas en date du 18/12/2020 et le rapport de contrôle périodique des installations électriques du 3 décembre 2020. L'exploitant avait apporté un état d'avancement du traitement des non-conformités. Toutefois, le certificat Q18 concluait que l'installation électrique pouvait entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Il n'était pas précisé les non-conformités à traiter en priorité et celles ayant conduit à la conclusion du certificat Q18.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 9 août 2021, il avait été noté qu'une évaluation des risques spécifiques d'explosion avait été réalisée par le bureau d'étude APAVE. L'exploitant avait présenté le rapport en date du 6 novembre 2019. Les zones ATEX ont été identifiées par unité (9 unités sur l'usine). Le bureau d'étude recommandait notamment la mise en place de la signalisation et des consignes de sécurité et la vérification de l'adéquation du matériel présent en zone à risque d'explosion. Ces recommandations n'avaient pas encore été mises en oeuvre par l'exploitant. Le plan des zones ATEX n'avait pas été établi.</p>

L'inspection des installations classées avait donc demandé à l'exploitant de fournir : le plan de zonage ATEX, les justificatifs attestant de la mise en place des consignes à observer à l'entrée de ces zones et à l'intérieur de celles-ci, les justificatifs attestant de la mise en conformité des installations et en particulier, de la mise en adéquation des matériels présents dans les zones ATEX.

Nouveaux constats

Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, l'exploitant a présenté le rapport des installations électriques établi par Bureau Veritas le 15/12/2022 ainsi que le certificat Q18. Ce dernier conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion.

La formalisation du suivi est réalisé sur le rapport. Néanmoins, il a été constaté que sur les 18 observations formulées par l'organisme de contrôles, plusieurs sont signalées depuis 2013. => **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour améliorer le suivi. Il est rappelé que l'ensemble des non-conformités doit être levé au plus tard sous un an selon les degrés de priorités.**

Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de conformité ICPE des installations par rapport au risque ATEX de l'année 2021. Ce rapport conclut à la conformité des installations par rapport à la norme NF15100 , article 422 et à l'adéquation des matériels électriques avec les zones ATEX. Néanmoins, l'inspection a constaté :

- _ l'absence de contrôle réalisé en 2022,
- _ le contrôle réalisé en 2021 par Bureau Veritas a été effectué sur la base de l'étude ATEX de 2009 et non celle de 2019.
- _ sur site, il n'a pas pu être vérifié par sondage l'indice de protection des moteurs des éleveurs par exemple car les plaques sont illisibles.

Ces deux derniers constats amènent à s'interroger sur l'exhaustivité du contrôle réalisé en 2021 par l'organisme de contrôle.

Enfin, par courrier du 2 novembre 2022, l'exploitant avait indiqué vouloir refaire une étude ATEX car volumes à risque considérés "trop large" et "aucune proposition de solutions techniques n'est faite". Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'a pas procédé à la réalisation d'une nouvelle étude ATEX. Par ailleurs, il a été constaté l'absence d'affichage du zonage ATEX (absence de plan et de signalisation).

=> L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions du point 4.4 annexe I de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 :

- _ en procédant au traitement de l'ensemble des non-conformités relevées lors du contrôle annuel des installations électriques dont le délai réglementaire est dépassé ;
- en transmettant le dernier rapport postérieur à 2021 de contrôle annuel effectué par un organisme compétent qui comporte conformément aux exigences du point 4.4 del'annexe I

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 3 mois

N°2 : Interdiction de feu - Permis de feu – AN silo 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, point 4.6 annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 de l'AM, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention ", et éventuellement d'un " permis de feu ", et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le " permis d'intervention ", et éventuellement le " permis de feu ", et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu ", et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les permis feu sont archivés et ont été présentés lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023. L'examen par sondage des documents a conduit au constat que les exigences de l'article 9.4.2 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2013 ne sont respectées. En effet, les vérifications de fin de travaux ne sont pas systématiquement tracées sur les permis feu.</p> <p>Par ailleurs, il a été relevé les insuffisances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ l'absence de procédure qui définit les modalités de délivrance du permis de feu, _ l'absence de document formalisant des personnes qui sont nommément désignées pour la délivrance du permis de feu et son suivi, _ l'absence de délimitation précise du secteur de l'intervention, _ l'absence de traçabilité de la durée de délivrance des permis de feu (date de fin de travaux non précisé). <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier. Pour cela, l'exploitant pourra utilement se référer au guide de l'état de l'art sur les silos et au document « mener une réflexion avant de délivrer un permis de feu » établi par COOP de France.</p>
<p><u>Observation n°1 :</u> => Pour rappel, il est indiqué que « <i>le permis feu doit être établi pour une unité de temps, de lieu et de tâche. Il ne doit pas dépasser une demi-journée pour une tâche donnée et un lieu donné lorsque le site est en exploitation, une journée lors d'un arrêt total et enfin une semaine peut être envisagé si arrêt total de l'exploitation, les cellules de stockage sont vides et la zone sécurisée (nettoyage complet). Le permis de feu est à renouveler aussi souvent que possible.</i> »</p> <p><u>Observation n°2:</u> Pour rappel, l'étude des dangers de 2012 a identifié le permis de feu dans la liste des éléments importants pour la sécurité. => Pour assurer son efficacité et son maintien dans le temps, il conviendrait d'établir une procédure chapeau pour définir son cadre d'utilisation et d'application et de procéder à des vérifications périodiques sur l'utilisation.</p> <p>=> Cette procédure pourrait reprendre a minima les obligations de l'arrêté préfectoral et permettrait ainsi de définir (liste non exhaustive) la durée de validité des permis feu, qui a autorité pour délivrer et signer les permis feu, rappeler les obligations amont aux travaux (reconnaissance amont du chantier, utilisation de matériels adaptés...), indiquer qu'en premier lieu tous travaux par point chaud doivent se faire hors du silo si la pièce concernée est démontable, qu'une ronde doit être menée 1 heure après et tout autre point jugé utile par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 17/12/2013, article 10.1.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.</p> <p>Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition n'est applicable aux installations existantes qu'en cas de remplacement d'une bande de transporteurs.</p> <p>Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s pour éviter les dépôts ou bourrages.</p> <p>Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié.</p> <p>L'exploitant doit établir un carnet d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.</p>
<p>Précédents constats :</p> <p>La liste des équipements de sécurité fournie en 2012 faisait état de l'existence de détecteurs de bourrage sur les transporteurs à chaînes, de contrôleurs de rotation sur les élévateurs. Lors de la visite d'inspection de 2021, il a été vérifié, par sondage, la présence de détecteurs de bourrage et les contrôleurs de rotation sur des transporteurs à chaîne.</p> <p>Dans la liste des équipements de sécurité fournie en 2012, il n'était pas mentionné l'existence de déport de sangles ou de bandes.</p> <p>Dans l'étude des dangers de 2012, un certain nombre de mesures d'amélioration relatives à la prévention des risques d'explosion et d'incendie liée aux installations de transfert des grains, était préconisé par l'organisme APAVE. Ces mesures portaient notamment sur la mise en place du contrôle et d'un plan de maintenance préventive des moyens de manutention et des équipements de sécurité associés, la mise en place de sondes de température en tête des élévateurs en amont des mélangeuses, la réalisation d'un double asservissement des élévateurs au fonctionnement de l'aspiration, etc. L'étude de dangers ayant été remise le jour de la visite d'inspection, la mise en place des mesures d'amélioration n'a pas pu être vérifiée par l'inspection. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la conformité des sangles et des bandes des installations de transfert de grains (bandes non propagatrices de flammes et anti-statiques). Par conséquent, l'inspection des installations classées avait demandé de justifier des dispositions prises pour respecter les prescriptions réglementaires applicables.</p>

Nouveaux constats :

Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, il a été procédé sur site à un contrôle par sondage consistant à vérifier la présence des équipements de sécurité sur les transporteurs à grains et d'un plan de maintenance. Ce contrôle a conduit au constat suivant :

- _ les installations de transfert des grains ne sont pas équipées de l'ensemble des équipements de sécurité requis par la réglementation silo : absence de capteurs de déport de bande sur le transporteur à bande appelé T-CHAR-V2, absence de déports de sangles sur l'élévateur EL19.
- _ l'exploitant ne dispose pas de carnet d'entretien spécifiant la liste des équipements à contrôler, les attendus, la fréquence des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer. L'exploitant dispose uniquement d'un registre qui trace les contrôles visuels effectués par secteur (presses, tour usine, etc.). Selon l'exploitant, le contrôle visuel des transporteurs à grains et leurs équipements est réalisé 2 fois par semaine dans le cadre du tour usine (pas de traçabilité).
- _ aucune vérification du bon fonctionnement des asservissements des équipements de sécurité à l'arrêt de l'installation n'est effectuée par l'exploitant.
- _ l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence d'un double asservissement du fonctionnement des installations de manutention de grains au fonctionnement des installations de dépoussiérage.

Lors de la visite sur site, il a été procédé à un test simulant un défaut du déport de rotation de l'EL10. L'élévateur s'est bien arrêté et ne peut être remis en marche (essai concluant). Il a également été procédé à un test simulant un défaut d'aspiration. Il a été constaté que le fonctionnement de l'élévateur est possible sans l'aspiration (essai non concluant).

Il a été noté que l'exploitant procède principalement à une maintenance curative. La traçabilité était gérée par la GMAO. Cependant, en 2022, l'établissement a été victime d'une cyberattaque qui a conduit notamment à une perte de logiciel GMAO. Aujourd'hui, l'établissement fonctionne avec un tableur excel pour la maintenance réglementaire et non réglementaire.

=> l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 10.1.9 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2013 relatif au fonctionnement des installations de transfert de grains:

- _en listant puis en justifiant de la mise en place des équipements de sécurité et des asservissements exigés à l'article 10.1.9 ;**
- en établissant un carnet d'entretien qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.**

Observations :

Observation n°3 : => Pour les équipements de sécurité, une procédure générale de maintenance pourrait être mise en œuvre afin de définir les principes généraux de maintenance préventive et curative. Cette procédure pourrait rappeler les conduites d'exploitation à tenir (ex : mettre à l'arrêt les équipements de manutention en cas de maintenance d'un organe de sécurité). Enfin, des fiches de contrôle pourraient lister les tests de maintenance attendus par équipement de sécurité avec les plages de validité acceptables, au besoin. Par ailleurs, l'exploitant doit réfléchir à un système lui permettant de tracer et d'historiser qualitativement l'ensemble des tests réalisés sur les organes de sécurité.

Observation n°4 : => Il est rappelé que l'étude des dangers de 2012 propose dans sa conclusion des pistes d'amélioration en termes de sécurité. A l'occasion de la transmission des éléments demandés ci-dessus pour justifier de la conformité des installations de transfert des grains, il est demandé à l'exploitant d'informer des suites données à la conclusion de l'étude des dangers évoquées ci-dessus, et de fournir, en tant que de besoin, un échéancier de réalisation des actions d'amélioration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 6 mois

N°4 : Rapport d'accident ou d'incident et mesures correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 3.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le code de l'environnement.</p> <p>Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, doit préciser notamment les circonstances et les causes de l'accident ou l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Tout évènement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces évènements afin de prévenir l'apparition des accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'accident qui précise la chronologie des événements et mesures d'urgence prises, effets et conséquences, actions curatives réalisées, analyses des causes, action correctives mises en oeuvre.</p> <p><u>Effets et conséquences</u></p> <p>Aucun effet direct sur les personnes (pas de blessés). Pas de conséquences sur les installations de fabrication, l'usine a pu redémarrer le 22 mai 2023. Il est noté que des plaques translucides ont fondues sous l'effet de la chaleur. La fumée s'est propagée dans l'usine et à l'extérieur.</p> <p>Des analyses d'empoussièrement ont été réalisées les 23 et 24/05/2023 par le laboratoire EUROFINS accrédité COFRAC afin de vérifier la présence d'amiante ou non dans l'air. 7 pompes installées dans la zone du départ de feu, à proximité (magasin, stockage sac aliment et étages usines), 3 pompes installées dans les bureaux et réfectoire, 3 pompes dans les limites du site. Des prélèvements surfaciques de poussières ont été réalisés également sur les sacs aliments. Des fibres d'amiante ont été uniquement détectées au niveau de la zone sinistrée. Une obligation de porter un masque FFP3 a été imposé au personnel par mesure de précaution compte tenu d'un potentiel risque lié à l'amiante. Une interdiction d'accéder à la zone du départ de feu a été formalisée et affichée. Une bâche a été mise en place pour isoler la zone de départ d'incendie. Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, il a été constaté que cet isolement était toujours en place (zone bâchée- cf photos n°1 à 4 en annexe).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, il a été noté que le remplacement de la toiture était en cours d'estimation. Une évaluation des dégradations de la structure et de la toiture a été réalisée le 12 juin 2023 par la société BUREAU VERITAS. Le jour de la visite, l'exploitant était dans l'attente du rapport de conclusion.</p> <p>La maîtrise de l'incendie a nécessité un volume d'eaux d'extinction incendie de l'ordre 10 m³. Selon l'exploitant, ce volume est resté confiné dans le séparateur d'hydrocarbures suite à la mise en oeuvre du ballon obturateur présent en aval sur le réseau d'eaux pluviales. Les eaux d'extinction incendie ont été analysées par le laboratoire EUROFINS. Pas de présence de fibres d'amiante détectées. L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi de déchets dangereux qui attestent de la prise en charge des eaux confinées dans le séparateur d'hydrocarbures par la société SARP Ouest (BSDD du 1/06/2023)- au total 10,5 t).</p> <p><u>Analyse des causes</u></p> <p>Lors de la survenue de l'incendie, l'usine de fabrication d'aliments pour animaux était à l'arrêt (week-end). Un arbre des causes a été établi. Deux pistes ont été explorées par l'exploitant : auto-échauffement des grains moisissés présent dans la benne de stockage de déchets DIB et acte de malveillance (possibilité d'intrusion par les clôtures et/ou les portes d'accès des salariés).</p>

=> malveillance : lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, l'exploitant a indiqué que les installations ont été visitées et dégradées à deux reprises le week-end du 13/14 mai (pompe fioul vandalisée mais pas de conséquence) et le week-end du 27 au 29 mai (dégradation de 3 chariots élévateurs, présence de mégots, portes voilées). Ces événements ont conduit l'exploitant à retenir cette hypothèse dans l'arbre des causes. Absence d'actions correctives mentionnées sur ce point dans le rapport d'accident. Lors de la visite sur site, l'exploitant a évoqué la possibilité de mettre en place une vidéoprotection.

=> échauffement de grains moisiss : lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023, l'exploitant a expliqué que la conception de la cellule CS1 (plaques vibrantes, fond conique) ne permet pas de vidanger complètement et correctement la cellule en exploitation. Ainsi, des zones de rétention de grains se créent dans la cellule. Les grains non évacués finissent par moisir avec la condensation d'eau dans la cellule métallique; le silo étant soumis à des variations de température extérieure. Les autres cellules n'ont pas cette problématique puisqu'elles disposent d'un fond plat avec un système de raclette.

Il est noté que des opérations de nettoyage de cellules de matières premières (cellule CS01 notamment) par un prestataire extérieur ont été effectuées les 24/04 et 25/04 et les déchets issus de ce nettoyage (grains moisiss) ont été mis dans la benne sans couvercle de DIB présente à l'intérieur de l'usine. Ce nettoyage des cellules de matières premières est réalisé une fois par an pour des raisons de qualité. L'exploitant a indiqué qu'habituellement, les déchets de nettoyage sont évacués immédiatement par le prestataire en raison du volume important récupéré. Lors du dernier nettoyage, le volume étant assez limité, la consigne orale a été donnée à SILONET de stocker les déchets dans la benne DIB présente à l'intérieur de l'usine. Au moment de l'incident, les déchets étaient présents dans la benne depuis 26 jours.

Actions correctives

Dans le rapport d'accident, il est indiqué que les principales actions correctives identifiées sont :

- _le remplacement de la benne DIB 35 m³ non couverte par une benne de 30 m³ avec couvercle.
- _la commande d'une benne spécifique en cas de nettoyage des cellules du silo générant un volume important de déchets organiques avec un risque d'auto-échauffement et une évacuation rapide en fin de nettoyage.
- _pas de stockage à l'intérieur des bâtiments.

Les constats sur site ont mis en évidence que tous les enseignements de cet incident n'ont pas été tirés. En effet, le rapport d'accident ne présente aucune action d'amélioration de la sécurité portant sur les problématiques identifiées suivantes : malveillance, conception de la cellule CS01, etc. De plus, il ne présente aucune analyse sur les dysfonctionnements organisationnels (par exemple, absence de consignes écrites, insuffisance de la formation du personnel, communication inadaptée, contrôles internes insuffisants, dysfonctionnement de l'alerte, détection tardive, etc.) et sur les actions correctives qui pourraient être mise en place. A titre d'exemple, lors de la visite sur site, le contrôle visuel de la benne DIB qui a brûlé a permis de constater un problème de tri des déchets (présence de déchets divers tels que des seaux plastiques , des sachets d'emballages, des aérosols, des bouteilles de verre, de la ferraille, du bois, des déchets de nettoyage de céréales) (cf. photos n°5 et 6 en annexe). Il a été constaté que l'exploitant ne dispose pas de consignes d'exploitation écrites qui encadrent la gestion et le tri des déchets notamment lors des nettoyages annuels. La consigne donnée à la société SILONET de mettre les déchets de nettoyage dans la benne DIB a été donnée oralement.

Par ailleurs, la chronologie des événements met en évidence quelques difficultés rencontrées par rapport à l'alerte de l'exploitant en horaires non ouvrés. Lors de la visite sur site, il a été constaté que l'exploitant dispose d'une consigne en cas d'incendie qui décrit les actions à mener à compter de la détection d'un incendie en heures ouvrées. Les modalités d'alerte et d'accueil des pompiers en heures non ouvrées ne sont pas formalisées.

Enfin, lors de la visite sur site, il a été noté que la mise en place de détecteurs supplémentaires dans les locaux techniques avec report à une télésurveillance était à l'étude. Ce point n'est pas évoqué dans le rapport d'accident.

=> l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter son rapport d'accident en tenant compte des remarques formulées par l'inspection et en y intégrant son analyse de conformité à la réglementation applicable et ses propositions d'amélioration de la sécurité (aspects technique et organisationnel) .

Observations :

Observation n° 5: Par ailleurs, l'existence d'un phénomène de condensation d'eau et la présence de grains moisiss peuvent conduire à un risque d'auto-échauffement dans les cellules de stockage et à un risque prématuré de vieillissement des installations (phénomène de corrosion, infiltration, rupture cellule). => L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'étudier ces risques et d'indiquer les mesures prises ou prévues dans le cadre de la prévention des risques d'auto-échauffement dans les cellules et le vieillissement des installations (cf .points de contrôle n°5 et 6).

Pour mémoire :

Chronologie des événements et mesures d'urgence prises

Samedi 20 mai 2023 à 10h15 – un voisin du site a constaté la présence de fumées au niveau des bâtiment du site de NUTREA et a donc alerté l'astreinte de la mairie ainsi que les pompiers.

Vers 10h30 - déclenchement de l'alarme incendie du local électrique- report vers téléphone exploitant (directeur du site, adjoint et responsable production) mais ceux-ci ne sont pas joignables.

Vers 10h42 – directeur site voit les appels en absence et appelle les pompiers.

Vers 10h54 – Un salarié de NUTREA et le maire de Landemont se rendent sur place à l'usine. Les pompiers de Montrevault (5 pompiers) sont au portail à attendre.

Les pompiers rentrent dans l'usine et constatent le feu dans la benne de déchets DIB qui est situé à l'intérieur de l'usine

Des flammes sont présentes sur une hauteur d'environ 1 m. Le feu est maîtrisé rapidement à l'aide d'une lance. La société CTA est mandatée rapidement pour sortir la benne déchets et la mettre au milieu de la cour. La benne est alors noyée par les pompiers pour éviter tout risque de reprise du feu.

Un salarié et les pompiers constatent que la mousse présente sur le toit au dessus de la position initiale de la benne de stockage de déchets est rouge. Ne disposant par d'échelles, les pompiers d'Ancenis sont appelés en renfort.

Vers 12h15 – Des flammes de petites tailles commencent à apparaître sur le toit. Les pompiers de Montrevault arrosent le toit par le dessous ce qui fait tomber les translucides. Arrivée et intervention des renforts.

Vers 13h45 - Le feu est maîtrisé . Une ronde de surveillance est mise en place par l'exploitant à partir de 17h00 et sur la durée du week-end.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Surveillance et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, point 4.15, annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques).</p> <p>Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> <p>Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats : <u>Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023</u>, il a été constaté que les cellules de stockage de matières premières de céréales ne sont pas équipées de sondes thermométriques. L'exploitant ne dispose pas non plus de caméras thermiques pour contrôler la température des produits stockés susceptibles de fermenter.</p> <p>Or, il a été noté suite à l'incendie survenu le 20 mai 2023, que les conditions de stockage sont de nature à entraîner une fermentation des produits stockés (condensation d'eau et présence de grains moisiss).</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 4.15, annexe I, de l'arrêté ministériel du 28/12/2007.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n°6 :</u> selon le guide de l'état de l'art silo de 2008, <i>"Il convient de souligner que les cellules ayant un taux de rotation élevé peuvent ne pas être concernées par les phénomènes d'auto-échauffement dans certaines conditions et en mode de fonctionnement normal. A titre indicatif, on peut indiquer que les phénomènes de fermentation produisant un auto-échauffement peuvent se développer en 3 à 4 jours et l'auto-inflammation sous des délais de l'ordre de 4 à 5 jours, soit un délai total de 7 à 9 jours.</i></p> <p><i>Le BARPI indique, dans une récente étude, que les accidents liés à un auto-échauffement des produits dans les cellules ou autres capacités de stockage peuvent provenir de différentes causes: une étanchéité défectueuse des stockages (deux accidents), l'ensilage de produits chauds, une panne de ventilation sont des facteurs favorisants. "</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Consignes

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/12/2013, articles 3.3.3.1 et 3.3.3.2 (point 3.7 annexe I- AM 28/12/2007)
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 3.3.3.1 - APC 17/12/2013</u> - L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations qui comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement, en phase de démarrage, d'arrêt ou d'entretien ainsi que de modifications ou d'essais. Il définit la périodicité des vérifications lorsque ces dernières ne sont pas fixées par la réglementation. Dans le cas de conduite d'installations ou de manipulations dangereuses dont le dysfonctionnement pourrait développer des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, les consignes d'exploitation sont complétées de procédure et/ou d'instructions écrites. <u>Article 3.3.3.2 - APC 17/12/2013</u> - Les consignes de sécurité incendie indiquent notamment : _les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, ...) _les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et en particulier les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel, _les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, _la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, _la procédure permettant en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. <u>Point 3.7, annexe I -AM 28/12/2007</u> - Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : _ les modes opératoires ; _ la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ; _ le programme de maintenance et les dates du nettoyage ; _ un programme de surveillance des installations, avec une fréquence adaptée à l'âge et à l'état des structures, afin de prévenir les risques d'effondrement ou de rupture des capacités de stockage.[...] _ les conditions de conservation et de stockage des produits.[...]
Constats : <u>Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023</u> , il a été constaté un manque de formalisation général des consignes d'exploitation et de sécurité incendie (cf points de contrôle n°3, 4, 9). => L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier Concernant la surveillance des installations, l'exploitant a indiqué qu'il procédait à la remise en état des cellules métalliques lorsqu'il détectait des fissures ou des points de corrosion (remplacement de viroles de cellule). Toutefois, il n'a pas été en mesure de justifier de la mise en place d'un programme de surveillance portant sur le vieillissement des installations avec une fréquence adaptée (absence de suivi formalisé). Par ailleurs, lors du contrôle visuel sur site, il a été constaté les désordres suivants : _ présence de corrosion au niveau des viroles des cellules de stockage de matières premières, des transporteurs à chaîne situés l'extérieur sous les cellules (cf. photos n° 7 à 11 , en annexe), _ dégradation du béton socle des cellules métalliques de stockage extérieur (cf. photos n° 10, en annexe),

_ impossibilité d'accès de certaines fosses d'élévateurs en raison de la présence d'infiltrations d'eau et d'émanation de gaz de fermentation (cf. photo n°12, en annexe).
_ présence de poussières sur le sol, les parois, les structures porteuse, les chemins de câbles (cf. photos n°13 à 16).

=> Compte tenu des constats sur site, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à un contrôle approfondi des installations (état des lieux) et de prendre les mesures de surveillance, de maintenance et de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°7: Détection automatique incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/12/2013, articles 10.2.3 et 9.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : <u>Article 9.6.3- APC 17/12/2013</u> – un système de détection d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant. En dehors des heures d'ouverture de l'usine, l'alarme est transmise vers une société de surveillance ou un gardiennage. <u>Article 10.2.3- APC 17/12/2013</u> - La détection automatique d'incendie avec transmission en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les locaux électriques et la salle des commandes. Dans un délai qui n'excède pas 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une étude sur les mesures supplémentaires éventuelles à mettre en place en matière de détection incendie (magasin, locaux techniques, bureau à proximité de stockages) et de moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les compte rendus sont tenus à dispositions de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à un mètre.
Constats : <u>Lors de la visite d'inspection de 2018</u> , il avait été noté que le système de détection incendie n'avait pas été étendu à l'ensemble du site (notamment dans le magasin). L'exploitant avait justifié cela par le rapport de l'étude de l'APAVE faite en 2012. Les principaux points de justifications sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">_ quantité de matières combustibles limitée, car elles sont stockées ailleurs que dans le magasin,_ les principaux produits stockés sont des minéraux (pouvoir calorifique très faible),_ le site fonctionne toujours avec un agent sur site,_ Les matières combustibles et comburantes ne sont pas stockées aux mêmes endroits,_ une distance de 10 m est présente entre les stocks et la partie production du site. <u>Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023</u> , il a été noté que l'établissement dispose d'une détection incendie dans le local électrique (système d'extinction incendie automatique à gaz). L'exploitant a présenté le rapport de vérification de l'installation du 3 mars 2023 qui atteste d'un précédent contrôle en août 2022 et du bon état de fonctionnement de l'installation de détection. Une intervention a été réalisée par la société CHUBB le 24 mai 2023 suite à l'incendie. Le remplacement des réservoirs de gaz est à prévoir. => L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la bonne remise en état de fonctionnement des installations suite à l'incendie. Il a été noté que la mise en place de détecteurs supplémentaires dans les locaux techniques avec report à une télésurveillance était à l'étude suite à l'incendie survenu le 20 mai 2023. Les bons de commande signés avec la société CHUBB pour une détection incendie dans les locaux techniques (local compresseur, local chaufferie, locaux électriques 1 et 2 du 1er étage), local transformateur, local chauffeur et local automate sous local chauffeur) et la société SECURITAS pour une télésurveillance du site ont été transmis par l'exploitant suite à la visite.

Compte tenu des évènements du 20 mai 2023, il apparaît nécessaire de réévaluer le risque incendie et d'étudier les mesures de maîtrise des risques supplémentaires à mettre en place notamment dans le magasin. En effet, à la lecture de la chronologie des événements, il apparaît que l'incendie est survenu en dehors des heures ouvrées (absence du personnel). Par ailleurs, il s'est déroulé au niveau du quai à proximité des stockages et a été détecté tardivement par la détection du local électrique (système d'extinction automatique à gaz), 15 minutes après l'alerte donnée par les riverains de la société NUTREA.

=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'étudier les mesures supplémentaires éventuelles à mettre en place en matière de détection incendie (magasin) et de fournir un calendrier de réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 9.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : L'établissement dispose à minima des moyens ci après : _ des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par les normes en vigueur, répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements. _ une défense contre l'incendie assurée notamment par : <ul style="list-style-type: none">• deux poteaux incendie capables d'assurer un débit simultané de 120 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar et implantés à moins de 100 m des bâtiments par les voies praticables,• une réserve naturelle ou artificielle d'au moins 240 m³, située à moins de 100 m et équipée d'une aire de mise en aspiration des engins de secours et signalée. Les bouches et l'aire d'aspiration sont aménagées conformément aux directives des service d'incendie et de secours et maintenues accessibles en toute circonstances aux véhicules de lutte contre l'incendie. Le débit total disponible en toute circonstance est au minimum de 180 m ³ /h soit un volume de 360 m ³ pour deux heures d'extinction. L'exploitant s'assure de la disponibilité du réseau d'eau incendie.
Précédents constats <u>Lors de la visite d'inspection du 9 août 2021</u> , il avait été examiné les rapports des derniers contrôles périodiques des moyens de lutte contre l'incendie (année 2021). L'examen par sondage des rapports avait permis de constater que le suivi des matériels de sécurité était bien réalisé. Toutefois, il avait été rappelé que les rapports des organismes de contrôle doivent explicitement mentionner les défauts ou les écarts réglementaires relevés et conclure sur la conformité (ou non) et le bon état de fonctionnement (ou non) des installations contrôlés.
Nouveaux constats : L'exploitant a transmis le rapport du dernier contrôle des extincteurs effectué par la société ASI le 25/01/2023. Ce rapport fait état du bon état des extincteurs. La défense incendie de l'établissement est assurée par une réserve d'eau incendie de 800 m ³ qui était mise à disposition par la commune et qui était située chemin de la Vicaillerie. Un courriel de la mairie déléguée de Landemont atteste de la disponibilité d'un volume de 800 m ³ . La réserve était pleine le jour de la visite d'inspection. Par contre, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du débit en fonctionnement simultané des poteaux incendie implantés à moins de 100 m des bâtiments par les voies praticables. Un bon de commande a été signé le 22/08/2023 avec la société VEOLIA pour la réalisation des essais poteaux incendie. => L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les résultats de mesures des débits des poteaux incendie en fonctionnement simultané.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, articles 3.3.4, 3.3.3.2 et 9.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques de pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : oui
Prescription contrôlée : <u>Article 3.3.3.2</u> - Ces consignes de sécurité indiquent notamment : [...] la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. <u>Article 3.3.4</u> - [...] Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place dans l'établissement sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces contrôles font l'objet de comptes-rendus tracés. <u>Article 9.6.4</u> - Les eaux susceptibles d'être polluées y compris incendie doivent être confinées. L'exploitant est tenu de s'assurer que la capacité de confinement est au moins égale à 360 m ³ et disponible même en cas d'intempéries. L'exploitant doit remettre une étude sur les mesures à mettre en place dans un délai de 6 mois accompagnée d'un échéancier de travaux. La solution retenue doit être mise en place dans un délai de 1 an après l'étude.
Précédents constats : <u>Lors de la visite d'inspection du 9 août 2021</u> , il a été noté qu'une étude technique a été menée en juillet 2015 sur les mesures de confinement à mettre en place. Suite à cette étude technique, un bassin de collecte des eaux pluviales servant de confinement des eaux d'extinction incendie a été créé. Une vanne de confinement placée en aval du bassin permet après fermeture manuelle de confiner les eaux d'extinction incendie dans ce bassin. Il a été demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs du bon dimensionnement du bassin. Lors de la visite sur site, il a été constaté l'existence du bassin. Un test de fonctionnement a été réalisé (essai concluant). Toutefois, il a été constaté : _ la présence d'une végétation rendant difficile l'accès au dispositif d'obturation du bassin. _ l'absence d'affichage signalisant l'emplacement de la vanne et la fonction du bassin. _ l'absence de procédure ou de consignes de sécurité relatives au confinement des eaux d'extinction incendie. Nouveaux constats : <u>La visite d'inspection du 15 juin 2023</u> , a conduit à formuler les mêmes remarques qu'en 2021 (absence de justification du bon dimensionnement du bassin, inaccessibilité du bassin, absence d'affichage, absence de procédure), voire à constater une situation plus dégradée avec : _ l'absence de clé permettant d'actionner la vanne de confinement du bassin. Le test de fonctionnement n'a pas pu être réalisé le jour de la visite. _ la bâche du bassin qui est détériorée. L'établissement dispose également un dispositif d'obturation situé sur le réseau d'eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures. Ce dispositif (ballon d'obturation gonflé avec de l'azote) est actionné en cas d'incident ou de départ de feu selon l'exploitant. Il a été utilisé le jour de l'incendie du 20 mai 2023 pour retenir les eaux d'extinction incendie dans le réseau et la cuve du séparateur d'hydrocarbures. Par courriel du 22/08/2023, l'exploitant a transmis les documents suivants attestant de la réalisation d'un entretien et d'un contrôle annuel du ballon obturateur : _ le contrat entretien obturateur signé avec la société SUEZ RV OSIS OUEST le 5/11/2020, _ la facture de remise en état du dispositif en date du 2/04/2021, _ la facture d'entretien du dispositif du 7/07/2021, _ le rapport de contrôle effectué le 24/08/2022 qui conclut à la conformité et au bon état de fonctionnement du dispositif.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'entretien et d'un contrôle périodique des installations de confinement (bassin, vannes de confinement). Par ailleurs, il ne dispose pas de procédure définissant les modalités de mise en oeuvre et de fonctionnement des dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie. La consigne en cas d'incendie de l'établissement précise uniquement qu'il faut aller fermer la vanne de confinement du bassin de rétention en cas d'incendie non maîtrisable. Cette consigne ne prévoit pas la mise en oeuvre du ballon d'obturation.

=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier et fournir les justificatifs suivants :

_ justificatifs attestant du bon dimensionnement du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie (calcul D9A, document d'ouvrage exécuté attestant le volume utile du bassin, etc.),

_ justificatifs attestant de la remise en état des dispositifs de confinement

_ justificatifs attestant de la mise en place d'un suivi périodique permettant de s'assurer en permanence en bon état des installations,

_ procédure spécifique définissant les modalités de mise en oeuvre et de fonctionnement des dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie (Quand confiner ? Qui l'ordonne ? Qui l'exécute ? Actions à entreprendre, vannes à ouvrir ou à fermer, sens de fermeture, etc.).

Observations :

Observation n° 7 : Compte tenu de la présence d'un bassin avec une vanne de barrage située en sortie, l'inspection des installations classées s'interroge sur l'utilité du ballon obturateur. En effet, au regard de l'implantation du ballon obturateur sur le réseau, sa mise en oeuvre empêche la collecte et le confinement des eaux d'extinction incendie dans le bassin dédié.

=> Il est demandé à l'exploitant d'éclaircir ce point et de préciser dans quelles conditions le ballon obturateur est actionné. Les modalités de mise en oeuvre du ballon obturateur sont à formaliser par une procédure.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Dispositifs de traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 5.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées dans un ou des déboureur(s) séparateur(s) d'hydrocarbures dimensionné(s) selon les règles de l'art (notamment l'aire de nettoyage des véhicules et l'aire de station de chargement vrac). Ces dispositifs sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations du constructeur. Les justificatifs de cet entretien sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : <u>Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023</u>, il a été constaté que l'établissement dispose d'un séparateur d'hydrocarbures situé sur le réseau de collecte des eaux pluviales en aval des installations du site. Le jour de la visite l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'entretien périodique du dispositif de traitement. Par courriel du 22/08/2023, l'exploitant a transmis les justificatifs suivants attestant de l'entretien annuel du séparateur d'hydrocarbures : factures de 2020, 2021 et 2022 et rapport de nettoyage du 1er juin 2023.</p> <p>Néanmoins, lors du contrôle visuel sur site du séparateur, il a été constaté le mauvais état de l'installation (corrosion de l'installation, présence importante de déchets hydrocarbonés). De plus, le voyant test du niveau haut ne fonctionnait pas le jour de la visite d'inspection.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier.</p>
<p>Observations : <u>Observation n°8</u> : Il convient que l'exploitant adapte la fréquence d'entretien du séparateur aux recommandations du constructeur mais également aux activités du site pour assurer le respect des VLE. Les analyses des rejets d'eaux pluviales sont à réaliser selon une fréquence qu'il a défini.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2013, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les opérations de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées et répondant aux dispositions de l'article 9.5.2 de l'arrêté préfectoral du 17/12/2013 (rétentions).</p> <p>Constats : <u>Lors de la visite d'inspection du 15 juin 2023</u>, il a été constaté la présence de bidons et fûts ouverts remplis de liquides qui sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne prévenant pas les risques de pollution (absence de rétention, absence de bouchon d'obturation, ...). La nature et la dangerosité des déchets stockés ne sont par ailleurs pas signalées par un affichage ou un étiquetage.</p> <p>=> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures correctives nécessaires pour y remédier.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet